

la

nouvelle action française

avec

BERTRAND

RENOUVIN

pour un

projet royaliste

questions sur une candidature

1. — **Bertrand Renouvin se présente « à titre strictement personnel, sans étiquette aucune, en dehors de toute référence à une personne, à un groupe ou à une idéologie ». Pourquoi n'est-il pas candidat officiel de la N.A.F., alors qu'il est soutenu par elle ?**

— La démarche de Bertrand Renouvin s'explique par trois raisons.

Tout d'abord, même si la campagne présidentielle aboutit à diviser en camps adverses et partisans les électeurs, ceux-ci n'aiment guère que les candidats se présentent en simple porte-drapeau d'un parti. Mitterrand, Chaban, Giscard d'Estaing et Royer l'ont parfaitement compris et ont personnalisé au maximum leur candidature afin de répondre à l'attente quasi-monarchique des Français. A l'inverse la propagande d'un Le Pen, d'un Héraud, d'un Muller, voire d'un Krivine qui plaident chacun pour une « boutique » ou une secte passe assez mal sur les ondes de l'O.R.T.F.

Et puis la candidature de Bertrand Renouvin doit constituer le point de départ d'un rassemblement de tous ceux qui rejettent ou même simplement doutent du régime de démocratie formelle que nous subissons depuis près de deux siècles. Si la N.A.F. joue un rôle déter-

minant dans le renouveau de ce courant, les comités de soutien regroupent aussi bien des royalistes qui ne se sont pas engagés dans les rangs de la N.A.F. en 1971, des gaullistes déçus par l'affaïssement prévisible après le 19 mai de la politique d'indépendance nationale, et des hommes de gauche déçus par la médiocrité du Programme commun ou le surréalisme gauchiste.

Enfin, nous n'oublions pas que cent ans d'école républicaine ont appris aux Français à détester leur passé. Il était donc plus pédagogique de leur faire ressortir les blocages dans tous les domaines de la vie quotidienne et nationale et de les faire réfléchir sur les caractères nécessaires d'un Etat minimum garant du bien commun, arbitre mais non gestionnaire de la vie quotidienne de nos concitoyens. C'est au bout de cette réflexion seulement que les Français seront plus disposés à examiner la crédibilité de la solution monarchique.

2. — **Cette campagne n'est-elle pas l'occasion de définir un Programme royaliste ?**

La monarchie n'est pas un prêt-à-porter. N'importe qui peut dresser un bel

organigramme. Mais ce schéma ferait abstraction des conditions politiques et socio-économiques dans lesquelles elle s'instaurera. Un simple exemple : en bonne doctrine décentralisatrice, il est souhaitable que Paris ait un maire, qu'il existe une puissante assemblée de la Région parisienne. Mais demain, il n'est pas dit du tout que la monarchie trouve souhaitable de doter dans l'immédiat la capitale de pouvoirs qui seraient peut-être employés à perpétuer son développement excessif par rapport à celui de l'ensemble national.

3. — **Renouvin a déclaré dans une de ses interventions télévisées que la « Révolution française est à refaire ». Que recouvre pour vous ce concept de révolution si souvent employé et dans tous les sens ?**

— Il est certain que le mot de révolution a été quelque peu galvaudé. Tout le monde se veut révolutionnaire de nos jours. Nous donnons à ce mot l'acception de « changement radical ». Et un régime qui instaure une nouvelle citoyenneté, qui permet à chacun d'être artisan de son destin dans la commune, l'entreprise ou la région, tout en supprimant

le caractère électif de l'Etat ne sera-t-il pas profondément révolutionnaire ?

Mais cette révolution exclut les formidables déchainements de volontés de puissance individuelle cultivé par le fascisme ou le gauchisme. Elle implique un ordre, c'est-à-dire l'accord de l'organisation de la société avec les finalités inscrites dans la nature humaine, découvertes par l'anthropologie, et dont l'individu ne peut impunément faire abstraction.

4. — **Et après le 5 mai ? Quel sera le sens de votre combat ?**

Bertrand Renouvin donne rendez-vous aux Français pour poursuivre la lutte contre le régime des partis, contre la politique étrangère anti-française que ne manquera pas de poursuivre un Mitterrand ou le tandem Giscard-Lecanuet. Quel que soit le vainqueur le 19 mai, la crise de l'Etat, celle de la nation, comme celle de la société s'aiguïseront. C'est à ce moment que les Français qui auront entendu et apprécié les thèmes développés par Bertrand Renouvin nous rejoindront peut-être. Nous nous y préparons.

en campagne avec

télévision le 24 avril

Jusqu'à présent nous avons réfléchi sur l'Etat, nous avons dit qu'il fallait le restaurer, nous avons dit qu'il fallait le libérer des clans et des castes qui paralysent ce gigantesque appareil. Depuis deux siècles l'Etat a brisé toutes les entraves, tous les pouvoirs qui le limitaient spontanément. Il est devenu un moloch qui imprime sa marque à la société tout entière et qui pèse d'un poids toujours accru sur notre vie quotidienne. Il légifère, réglementant dans leurs moindres détails les activités des citoyens.

Employeur d'un nombre considérable de Français, marchand d'automobiles, de tabac, d'allumettes, l'Etat est encore assureur, éducateur, conseiller sexuel, banquier, industriel, censeur du beau et du vrai, maître de morale et souvent d'immoralité. Il ne dédaigne pas de jouer les électriciens, les pompistes, les téléphonistes, les espions, les transporteurs aériens ou ferroviaires. Il est partout, il est tout, il tend à devenir le tout ! On le sait et chacun s'en lamente.

Aussi chaque candidat prend bien soin d'inscrire la décentralisation dans son programme. « Mon projet est de vous rendre le pouvoir » répète François Mitterrand. Et M. Giscard d'Estaing parle dans son langage bien à lui de « substantiels transferts de ressources aux collectivités locales ». Quant à M. Chaban-Delmas il fait de la décentralisation son cheval de bataille et la clé de voûte de la nouvelle société. Ainsi les trois principaux candidats à la Présidence proclament leur volonté de mettre fin à la société bureaucratique.

Il est dommage que le passé politique de MM. Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas et Mitterrand ne contribuent guère à rendre convaincantes leurs professions de foi. Décentralisateur, M. Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur de la IV^e République ? Décentralisateur le premier secrétaire d'un Parti Socialiste où l'on compte encore des

réforme en réforme, malgré la révolte de mai 1968, malgré les faux-semblants de la loi Edgar Faure, on s'est obstiné à dispenser une éducation standardisée, à des millions de jeunes Français sans jamais tenir compte des diversités de culture, de tempérament et de goûts. Il ne faut pas s'étonner ensuite des réactions de rejet que manifeste une grande partie de la jeunesse scolaire face à un enseignement qui n'est de nulle part à force d'être passe-partout. On s'est efforcé d'uniformiser les comportements et les mentalités et de diffuser une culture stéréotypée grâce au maintien jaloux du monopole d'Etat sur la radio, et sur la télévision.

Voilà pour le passé. Il ne laisse rien augurer de bon pour l'avenir. Sans doute MM. Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas et Mitterrand ne sont pas forcément de mauvaise foi lorsqu'ils prêchent la lutte contre la bureaucratie. Il est même notoire que le maire de Bordeaux, enraciné depuis un quart de siècle en Aquitaine n'a rien d'un jacobin. Mais comment des hommes politiques, quels qu'ils soient, pourraient résister aux pesanteurs institutionnelles d'une démocratie toute formelle.

Aujourd'hui l'Etat est considéré comme un dieu que chacun doit vénérer. Lui imposer des contre-pouvoirs et lui imposer l'existence de communautés autonomes paraît dès lors un scandaleux blasphème. Où est-il le temps où les états du Languedoc étaient assez forts pour empêcher Louis XIII et Richelieu de lever des droits de douane sur les marchandises en provenance d'Espagne ?

Aujourd'hui l'Etat veut tout contrôler et tout décider parce que les gouvernements partisans vivent dans la hantise des élections. Dès lors le pouvoir cherche à conditionner le comportement des électeurs. Il redoute par-dessus tout que des collectivités locales puissantes deviennent un jour des centres de

réforme possible dans le minimum d'espace, les habitants des grandes villes sont astreints à de longs trajets inconfortables de leur domicile à leur travail. Faute d'espaces verts, de lieux de rencontre ils sont isolés de leurs semblables et se replient sur leur solitude. Ils n'en seront que plus soumis à l'influence de la propagande du Pouvoir.

Les Français ne sont pas des citoyens mais des consommateurs robots. Les grandes firmes industrielles cherchent à abrutir les consommateurs. Elles tentent de les faire céder aux sollicitations d'une publicité lancinante qui fait vendre des produits de médiocre qualité voire même des produits nocifs pour la santé. La tragique affaire du talc à l'hexachlorophène qui se produit il y a bientôt deux ans en est un cas limite et révélateur. Dans une cité qui privilégie le mécanique au détriment du vital, l'imprimé et le numéro matricule au détriment de l'humain, les plus faibles sont impitoyablement écrasés.

Misère des vieillards, dénués du minimum vital et privés de toute affection parce que des logements modernes trop petits ne laissent souvent d'autre solution aux enfants que d'envoyer leurs parents à l'asile. Ceux-là ne votent guère. Pourquoi s'en soucier ? Ceux-là consomment peu. Pourquoi s'en occuper ? Misère des travailleurs immigrés soumis aux basses besognes et exploités sans vergogne. Misère des harkis, laissés dans le dénuement depuis douze ans. Misère de leurs enfants sans avenir et sans espoir. Ceux-là ne votent pas. Pourquoi s'en soucier ? Ceux-là ne consomment guère. Pourquoi s'en occuper ? Misère des handicapés et des infirmes que l'éclatement des communautés sociales ne permet pas de secourir. Misère des jeunes, inadaptés, mutilés par l'école d'Etat et qui se réfugient dans le scepticisme, quand ce n'est pas dans la drogue ou dans l'érotisme. Et M. Royer, candidat de l'Ordre moral dénonce sans rire la pornographie alors que le régime dont

le seul candidat hors système

La transparence est certainement la suprême habileté de l'homme politique génial. Lorsque l'on veut dissimuler à tout prix quelque chose d'important, y a-t-il une méthode plus efficace que celle qui consiste à créer l'illusion qu'on ne cache rien ? Il faut être pour cela un expert de la mise en scène, dénué de tout scrupule, et enfin pratiquer suffisamment longtemps et avec un art consommé la mauvaise foi pour rendre la vérité invraisemblable et ériger l'imposture en idéal de comportement.

M. Valéry Giscard, dit d'Estaing, vient au cours d'une récente émission télévisée de nous administrer une nouvelle, mais inoubliable démonstration de son sublime talent. Finis les exercices d'amateur en chandail à col roulé, les escapades fugitives dans le métro ou encore la berceuse doucement languissante de l'accordéon. L'homme est devenu aujourd'hui un professionnel. Noblesse, ambition et promotion obligent : la démarche d'un futur chef d'Etat est d'une nature autre que le savoir-faire, même amélioré, d'un ministre des Finances, « a fortiori » d'un petit-fils de financier colonial expert en décolonisation.

IMPOSTURE PERSONNELLE

C'est la plus flagrante. Une habile et persé-

Il est dommage que le passé politique de MM. Giscard d'Estaing, Chaban-Delmas et Mitterrand ne contribuent guère à rendre convaincantes leurs professions de foi. Décentralisateur, M. Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur de la IV^e République ? Décentralisateur le premier secrétaire d'un Parti Socialiste où l'on compte encore des centaines de notables et de politiciens jacobins ? Décentralisateur, M. Giscard d'Estaing, l'homme qui a gouverné pendant huit ans la rue de Rivoli ? Décentralisateur, le chef d'un ministère dont la tutelle financière sur les collectivités locales se fait chaque jour plus lourde ? Décentralisateur, M. Chaban Delmas, ancien Premier Ministre de M. Pompidou ? Décentralisateur, l'homme qui en trois ans de gouvernement n'a réussi à mettre au point qu'une loi qui n'élève même pas les régions à la dignité de collectivités locales ?

MM. Mitterrand, Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas résument en fait à eux trois les déceptions des partisans des libertés régionales et locales au cours des deux dernières Républiques.

Pourtant la Constitution de 1946 proclamait solennellement le rôle majeur des communes et des départements. Et depuis 1962, on n'a jamais autant parlé de décentralisation dans toutes les allées du pouvoir.

Mais on a fait en réalité de la régionalisation et de l'aménagement du territoire sans jamais décentraliser le pouvoir étatique. D'où le demi-échec de la déconcentration industrielle. Et on s'est bien gardé de toucher à l'Education nationale. De

Aujourd'hui l'Etat veut tout contrôler et tout décider parce que les gouvernements partisans vivent dans la hantise des élections. Dès lors le pouvoir cherche à conditionner le comportement des électeurs. Il redoute par-dessus tout que des collectivités locales puissantes deviennent un jour des armes entre les mains de l'opposition. La France moderne souffre et meurt d'une scandaleuse escroquerie ! Sous le couvert d'une responsabilité politique illusoire on interdit toute liberté authentique et toute liberté véritable et l'on fait des Français un peuple de robots.

Les Français ne sont pas des citoyens mais des robots étrangers dans leurs entreprises et leurs bureaux. La participation promise par la cinquième république n'est restée qu'un mot. Les travailleurs ne peuvent peser ni sur la répartition scandaleusement inégalitaire des revenus ni sur les objectifs de production, ni même sur leurs conditions de travail. Et ce n'est pas la droite qui est au pouvoir depuis seize ans qui changera quelque chose à la situation. On ne connaît que trop ses liens avec les milieux financiers. Quant à la gauche elle ne propose que des nationalisations, c'est-à-dire le remplacement des banquiers par une bureaucratie d'Etat.

Les Français ne sont pas des citoyens mais des robots étrangers dans leur cité. Chassés du cœur des villes par la spéculation foncière, entassés dans des banlieues où la loi du profit amène les promoteurs immobiliers à construire le plus de loge-

ments que l'Etatement des communautés sociales ne permet pas de secourir. Misère des jeunes, inadaptés, mutilés par l'école d'Etat et qui se réfugient dans le scepticisme, quand ce n'est pas dans la drogue ou dans l'érotisme. Et M. Royer, candidat de l'Ordre moral dénonce sans rire la pornographie alors que le régime dont il est un des notables fait tout pour pousser la jeunesse au tango du désir et du désespoir, faute de rencontrer une espérance et une présence. Misère aussi de ces parents accablés par des conditions de vie inhumaines qui ne se sentent même plus la force d'exercer leurs responsabilités et qui voient avec tristesse leurs enfants se dresser contre eux.

Il faut retrouver notre citoyenneté perdue. Il faut reconquérir nos pouvoirs arrachés par deux siècles de centralisation et de capitalisme. Il faut reconstruire une société fraternelle dans une France réconciliée avec elle-même. Pour cela il faut réinventer un Etat qui ne soit plus contraint d'asservir l'électeur tout en le flattant afin de mieux capter ses voix. Pour cela il faut libérer l'Etat des féodalités économiques et financières, de toutes ces féodalités qui imposent à l'homme moderne une condition inhumaine.

La Révolution Française est à refaire. Elle pourrait bien s'inspirer de notre ancienne révolution communale, quand avec l'aide de la monarchie les paysans et les citadins se libérèrent de la tutelle des féodaux !

démarche d'un futur chef d'Etat est d'une nature autre que le savoir-faire, même amélioré, d'un ministre des Finances, « a fortiori » d'un petit-fils de financier colonial expert en décolonisation.

IMPOSTURE PERSONNELLE

C'est la plus flagrante. Une habile et persévérante campagne de presse a accrédité dans l'opinion la noble ascendance de M. Valéry Giscard. D'importants progrès ont même été observés depuis une dizaine d'années puisque aujourd'hui son ancêtre le plus illustre n'est plus l'amiral d'Estaing mais le roi Louis XV lui-même. Quoi de plus naturel : M. Valéry Giscard, ministre des Finances, pouvait se permettre de descendre d'un amiral de France. Aspirant à la dignité supérieure, la logique commande qu'il soit désormais apparenté au monarque lui-même et non plus à un quelconque vassal. D'ailleurs, n'est-ce pas la vérité ? Si elle avait été autre, comment le prince Poniatowski aurait-il pu solliciter son amitié, Mlle de Brantes-Schneider l'épouser et M. le Comte d'Ornano le parrainer auprès du Jockey-Club ?

La voilà, l'imposture. M. Edmond Giscard, membre de l'Institut, président de sociétés (nous y reviendrons) et père de M. Valéry est bien né Edmond Giscard et non Edmond Giscard d'Estaing. Mais la fortune a souri à cet homme comblé. Jeune fonctionnaire au ministère des Finances, il a rapidement saisi tout le profit qu'il pouvait retirer d'une savante exploitation du domaine colonial. C'était l'époque où il fallait tout créer : elle fut celle de sa première aventure. Quarante ans plus tard, au moment de la débâcle de l'Empire, il saura se souvenir de cette expérience si concluante et gagner aussi magistralement à la baisse qu'il avait su spéculer sur la hausse.

Il ne suffisait pas à M. Edmond d'être devenu riche, il lui fallait encore accéder aux honneurs

comités de soutien : premières adresses parvenues

PARIS

Comité Bertrand Renouvin, 50, rue Richer, 75009 Paris - 523-32-86 - C.C.P. DAF Paris 1898-45.

ALençon

François Eudier, 26, rue du Jeudi, 61000 Alençon - 26-05-15.

COMPIEGNE

Michel Dossus, 21, rue Augustin-Thierry, 62000 Compiègne.

VENDEE

Henry Verly, « L'ouche de la Croix », Landeronde, 85150 La Mothe-Achard.

VERSAILLES

François Sirot, résidence « Les Cisterciens », 17 ter, rue du Pont-Colbert, 78000 Versailles - 951-24-22.

ROUEN

François Mirc, 87, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen.

BOURGES

Xavier Bazot, 18 bis, rue Moyenne, 18000 Bourges.

TOULOUSE

Philippe Ricalens, 2, rue Benjamin-Constant, 31400 Toulouse

NICE

Frédéric Souchon, Le Prélude, avenue du Commandant - Galliache, 06200 Nice.

DIJON

Patrick Pouillot, 38, rue des Buttes, 21000 Dijon.

FRANCHE-COMTE

58, rue Bahaut, 25000 Besançon.

LE HAVRE

1, place Alphonse-Martin, 76600 Le Havre - 42-17-48.

BREST

Allègre, 9, rue Navarin, 29200 Brest.

RENNES

Fédération royaliste bretonne, 16, rue de Châteaudun, 35000 Rennes.

ANTIBES

M. de Sainte-Catherine, avenue Jules-Grec, Camping du Rossignol, 06600 Antibes.

DAUPHINE-SAVOIE

4, square des Postes, 38000 Grenoble.

LYON

24, rue Vaubécour, 69002 Lyon.

avez-vous lu

le "projet royaliste"

prix 15 F (18 franco)

bertrand renouvin

Une campagne électorale... Oui, c'est bien cela une campagne électorale : mes plus lointains souvenirs d'enfance, mes analyses d'observateur et de militant politique sont confirmés. L'électorisme, ça pue, c'est infect. Cette fois, la certitude est physique. Nous avons violé les portes du sérail pour nous en rendre compte. Les gardiens n'en sont d'ailleurs pas revenus. Ils érucquent. Lisez le Penent Jacques Arnaud de ces dames du XVI^e (c'est d'un drôle, ma chère, ce petit est extra). Ce petit crétin, ce mauvais pître de salon qui croit se payer la tête de notre ami Bertrand, ne prouve que deux choses : la débilite de sa pensée politique (mais ça on le savait) et surtout sa servilité absolue à l'égard du système. Car le Penent ne bouffonne pas pour rien. Sinon, il ne tirerait pas la langue pour faire s'égoutter sa maigre bave. Le bouffon est attaché au cirque Mitterrand. Quand l'œil de velours du maître, sa suavité ineffable s'emparent de l'écran, le Penent ravale sa bile et suce son papier : Saint François des prolos apparaît dans toute sa gloire, enguimauvé, sulpicien.

C'est ça, l'électorisme. Faire prendre le pire des bourgeois pour un grand défenseur du prolo, le politicien type de la plus belle politiaillerie pour l'antisystème. Membre du jury de R.T.L., j'ai pu voir le Mitterrand à l'œuvre : du grand art ! Trente-cinq ans dans le sérail pour que le spectacle soit au point, sans bavures. Les grands airs effarouchés, la colère

rentrée, et puis le retour à la dignité des grands destins élyséens. Chaban avait délégué Boulain comme faire valoir. Le malheureux voulut faire de l'esprit. Il n'était pas de taille. Le gringalet contre le grand Zampanò... qui sortait grand vainqueur par K.O. de l'adversaire. Et le cirque continue, à Europe 1, sous le grand chapiteau, dans toutes les provinces. Le pire, c'est qu'il y a encore un public pour ce genre de clowneries.

Par chance, la République ou plutôt, quelque malin génie a permis qu'au milieu de cette foire, il y ait quelque chose de sérieux.

— Ah, on voit déjà les gros sabots.

Bien sûr ! Mais j'entends dire exactement pourquoi. Parmi les « marginaux », en dehors de Bertrand Renouvin, il y a deux « hors systèmes » : Arlette Laguillier et René Dumont. Arlette, c'est d'abord une voix, une sincérité absolue. Et qu'on le veuille ou pas, le cri de toute une part de ceux qui souffrent dans ce pays. Je n'entends nullement inciter à la haine de classe, ayant horreur de toutes les guerres civiles. Mais, en voyant côte à côte, l'autre jour Arlette et je ne sais quelle dame, de grande bourgeoisie, je fus effrayé par le gouffre d'incompréhension qui les séparait. Et je songeais au terrible mot de Maurras : *la bourgeoisie parle des ouvriers comme si elle leur reprochait de vivre.*

La dialectique bas marxiste peut être insipide, les couplets utopiques peuvent faire déses-

pérer d'un débat sérieux avec Arlette, mais qu'importe ! Il faut bien que le pays réel s'exprime. M. Royer exprime peut-être celui des petits commerçants et artisans, Arlette c'est en tout cas l'immense problème de millions de travailleurs, la condition impossible des employés du tertiaire et la condamnation de notre modèle d'économie.

René Dumont, je sais aussi ce en quoi son « programme » est impossible, en quoi il pourrait, repris par quelques petits bureaucrates sans cervelle introduire au cauchemar. Parfois, il paraît inconscient des choses effrayantes qu'il profère sur l'avortement, par exemple. Cela n'enlève rien à sa compétence d'ingénieur agronome. Il y a quelques années, l'homme qui écrivait : *nous allons à la famine*, annonçait la terrible disette des peuples du Sahel. En tant que tel, il a un vrai message à livrer, dont tout Etat, digne de ce nom, se devrait de prendre acte en traduisant en termes d'objectifs politiques ce qui est dit dans le langage du rêve. Donner une vraie réponse à une vraie question.

Donc, voilà deux candidats hors-système ! Mais sans solution autre que l'utopie. Ils alimentent heureusement le débat, mais sans esquisser la moindre solution.

Bertrand Renouvin, lui, ne présente apparemment aucun programme. Il n'a pas livré de plan en six points ou en vingt, pour résoudre le problème de l'inflation. Il ne promet rien, les yeux dans les yeux, la main sur le cœur, ou la rose à la bouche. Certains regretteraient

presque qu'il élève trop le débat, qu'il relève un peu trop haut le niveau. Pensez, un royaliste qui ose s'adresser en citoyen à des citoyens ! Les faire réfléchir sur les vraies questions politiques. Cela ne s'était jamais vu dans l'histoire de la République française.

Par delà les programmes, il propose aux citoyens de réfléchir à un projet. Projet de société, projet de civilisation. C'est alors que le cri d'Arlette, celui de Dumont et de tous les Français reçoit un écho dans la mesure où il inspire des moyens et des objectifs politiques.

L'Etat, oui. Mais pas l'Etat bourgeois ou l'Etat totalitaire. L'Etat indépendant, l'Etat de tous, celui des plus faibles en particulier. L'Etat au-dessus des pressions des groupes et des trusts et donc capable d'aider à la promotion d'un nouveau modèle de croissance qui n'épuiserait pas l'homme en épuisant la nature.

Un Etat, mais pas l'Etat tout. Un Etat limité par les pouvoirs des citoyens et des communautés. Un Etat arbitre.

Un Etat qui fasse la justice, et non un Etat policier.

Un Etat pour tous les Français dans la fraternité retrouvée.

Tel est le message de Bertrand Renouvin. Et c'est pour cela qu'il est le seul candidat anti-système, contre le système qui dégoûte la majeure partie de notre peuple dans le spectacle lamentable qu'il fournit en cette heure cruciale.

Gérard LECLERC.

à propos du "prince" du système

sociaux. Parvenu au Conseil d'Etat, plus reluisant que les Finances, il réussit en 1922, moyennant paiement bien sûr, à décider le même Conseil d'Etat à lui attribuer à une voix de majorité (la sienne !) le nom flatteur de d'Estaing tombé en desherérence depuis de nombreuses années. Depuis lors, l'image fut soignée. Comme par enchantement toute la famille Giscard, même les cousins les plus éloignés, s'appela aussitôt d'Estaing.

Par une pure coïncidence, le Conseil municipal de Paris changea en rue de l'Amiral d'Estaing la rue où l'établissement financier présidé par M. Edmond avait son siège. Enfin, M. frère devint maire d'Estaing dans l'Aveyron, petite ville berceau de la famille dont les Giscard ont racheté le nom.

Dans tout cela, pas une seule fausse note. Pour l'opinion courante, tout est en règle et M. Valéry n'a donc pas eu besoin d'en parler. Mais les initiés sont quand même assez nombreux qui n'ignorent ni le trafic du nom ni l'origine coloniale de la fortune familiale. Alors, vis-à-vis de ces derniers on prend quelques précautions. D'abord, M. Valéry est aussi le petit-fils de l'académicien Jacques Bardoux. Ensuite M. Valéry affecte officiellement d'être sans fortune, celle-ci lui étant apportée par Mme Anne-

M. Giscard est un extraordinaire illusionniste. Il n'y a en lui aucun sentiment quelconque d'humanité sinon le minimum d'apparence à observer pour faire avancer son projet. Celui-ci est simple : arriver à tout prix, par tous les moyens. Au service de ce but, une intelligence diabolique, une persévérance géniale, un art scientifique du camouflage. S'il avait poursuivi une carrière d'ingénieur, M. Giscard eut certainement inventé la meilleure machine à fabriquer du brouillard artificiel. Mais il a préféré le terrain politique, d'où la rigueur scientifique est absente. Il n'en peut que mieux programmer sa carrière, calculer ses coups, sonder les cœurs de chacun et ne rien donner à personne. M. Giscard est un professionnel à qui l'on peut faire confiance : il saura regarder la France au fond des yeux avec autant de minutie qu'il scrute les déclarations d'impôts à la loupe.

Combien de parents d'élèves ne seraient-ils pas heureux de se faire attester par une institution célèbre une réussite exceptionnelle à un examen sanctionné par une médiocre « mention passable » ? Comme il serait agréable de pouvoir partager le goût exquis de M. et Mme Valéry pour les œuvres d'art et notamment les tapisseries qu'on ne trouve plus guère en dehors du Mobilier national.

Qui vraiment, il y a sûrement quelque chose

été à l'opposé des idées qu'il prétendait incarner.

Apôtre silencieux de l'Algérie française, M. Giscard entretient en 1961-1962 d'étroites relations avec l'O.A.S. par l'intermédiaire du prince Poniatowski. M^{re} Isorni l'en accusa d'ailleurs publiquement en 1962. Mais il n'est pas de ceux qui demandent à De Gaulle la grâce du Général Jouhaud. Il laisse ce soin à Pompidou et Foyer, se réservant la manœuvre du ralliement de son parti à De Gaulle. C'est lui qui fait ainsi éclater le Centre National des Indépendants à l'automne 1962, passant d'ailleurs l'Algérie par perte et profits — Tradition familiale, bien entendu.

L'échec de sa gestion financière à partir de 1962, malgré l'excellente situation léguée par MM. Pinay et Baumgartner, en fait l'homme du Plan de stabilisation à partir de 1963. Le marasme économique qui s'ensuit, le caractère profondément antisocial de la politique giscardienne sont une des causes déterminantes de la mise en ballottage de De Gaulle fin 1965. La prime accordée aux spéculateurs immobiliers par M. Giscard dans la loi de finances pour 1965 avait profondément choqué. On ne redira jamais assez l'importance de cette mesure qui fut le stimulant légal des scandales fonciers de la République. Plus tard M. Giscard persévé-

franc flottant ! De qui se moque-t-on ? A qui fera-t-on croire que M. Giscard est sérieux dans son action politique ? Le seul sérieux qu'on puisse lui reconnaître, c'est celui avec lequel il se sert de la France pour assouvir son ambition personnelle démesurée.

UN CONSTAT D'ECHEC

Peut-on faire confiance à un homme aussi versatile, aussi méprisant à l'égard de la population qu'il sait flatter et tromper d'une façon éhontée ? Certainement pas.

Les quinze années de Gouvernement de M. Giscard sont un échec complet. Dégradation des mœurs politiques par la pratique constante de l'agression personnelle perfide et basse à l'égard des concurrents politiques (qui a fourni au « Canard Enchaîné » la feuille d'impôts de Chaban-Delmas ?). Volonté permanente de refuser toute amélioration des conditions de vie des citoyens, tout progrès social quel qu'il soit. Réserve des fruits de la croissance à une caste de privilégiés. Extension de la dictature technocratique de l'Etat. Création de l'environnement légal favorable à toutes les spéculations, à tous les trafics. Voilà bien le bilan de M. Giscard.

Mais il peut encore faire mieux demain au poste suprême, garanti par la confiance et l'aide de Wall Street. Refuse de tous les pos-

Mais les initiés sont quand même assez nombreux qui n'ignorent ni le trafic du nom ni l'origine coloniale de la fortune familiale. Alors, vis-à-vis de ces derniers on prend quelques précautions. D'abord, M. Valéry est aussi le petit-fils de l'académicien Jacques Bardoux. Ensuite M. Valéry affecte officiellement d'être sans fortune, celle-ci lui étant apportée par Mme Anne-Aymone. Enfin, M. Giscard ne possède point les châteaux que lui attribuent les mauvaises langues mais seulement une ou deux modestes maisons de campagne.

Nouvelle imposture. La fortune de M. Edmond est colossale et les Bardoux ne l'ont accueilli parmi eux que pour faire fructifier leurs propres biens. Madame Valéry est bien apparentée aux Schneider, mais elle fait partie de la **branche pauvre**. D'ailleurs, qui pourrait imaginer qu'une Schneider riche convole avec le fils d'un faux-nez fraîchement parvenu ? Les châteaux existent bien et, qui sait, peut-être ouvrent-ils à la famille Giscard le bénéfice des subventions allouées aux agriculteurs nécessiteux. Mais M. Giscard a bien joué : c'est Madame qui passe pour riche et par chance on ne la voit jamais.

Finissons de décrire le personnage. M. Giscard a lourdement insisté à la télévision sur le fait qu'il était entré à l'Ecole Polytechnique à l'issue d'un concours, ce qui est vrai. Il a voulu par là bien se démarquer de Chaban-Delmas qui est devenu inspecteur des Finances sans concours. Mais M. Giscard n'a pas tout dit, il est passé un peu rapidement sur son séjour à l'E.N.A. sans préciser qu'il en est sorti inspecteur des Finances. Car M. Giscard lui aussi a triché. Par une pure coïncidence de nouveau, une loi providentielle de la IV^e République, que les mauvais esprits ont appelé la Loi Giscard, l'a dispensé du concours d'entrée à l'E.N.A. On comprend la discrétion de M. Valéry, elle ne s'explique bien sûr que par son caractère réservé.

tution célèbre une réussite exceptionnelle à un examen sanctionné par une médiocre « mention passable » ? Comme il serait agréable de pouvoir partager le goût exquis de M. et Mme Valéry pour les œuvres d'art et notamment les tapisseries qu'on ne trouve plus guère en dehors du Mobilier national.

Oui, vraiment, il y a sûrement quelque chose à faire. Heureux homme que notre ministre des Finances à son bureau, entouré des photos de ses enfants et de celle de Kennedy. Il ne manque que le portrait du Président Pompidou. Ah, pardon, l'erreur a été réparée : le portrait qui avait disparu depuis 18 mois a été remis en place dès le lendemain de la mort du Président. C'était plus décent avant de rappeler publiquement la confiance qu'il accordait à M. Valéry.

IMPOSTURE POLITIQUE

M. Giscard se présente à la fois comme l'homme de la continuité et du changement. Aux électeurs traditionnels du régime, il confirme qu'il est ministre depuis 1959 et qu'il a, sauf une courte interruption de 1966 à 1969, dirigé en permanence la politique économique et financière de la V^e République. Aux opposants, il rappelle opportunément qu'il a défendu l'Algérie française en 1958, qu'il s'est trouvé en désaccord avec De Gaulle en 1965, qu'il est l'homme du « oui mais », des « cactus », qu'il a publiquement condamné la politique de Georges Pompidou en mai 1968 en laissant d'ailleurs douter de la capacité de celui-ci, qu'il a enfin provoqué le départ de De Gaulle en 1969 en votant non au référendum du 28 avril. A l'en croire, M. Giscard incarnerait les vertus de la V^e République et l'U.D.R. tous les maléfices.

Ici également, il faut rétablir la vérité. Pour arriver à ses fins M. Giscard a toujours intrigué dans l'ombre des puissants : Edgar Faure sous la IV^e République, puis Pinay, De Gaulle et Pompidou. Mais ses choix personnels ont toujours

sont une des causes déterminantes de la mise en ballottage de De Gaulle fin 1965. La prime accordée aux spéculateurs immobiliers par M. Giscard dans la loi de finances pour 1965 avait profondément choqué. On ne redira jamais assez l'importance de cette mesure qui fut le stimulant légal des scandales fonciers de la V^e République. Plus tard, M. Giscard persévérera dans cette voie en inventant l'avoir fiscal dont d'autres sauront habilement profiter.

En 1969, M. Giscard prendra position contre la décentralisation, contre l'accroissement des pouvoirs des collectivités locales. Il est en cela fidèle à son image de technocrate scientifique que douze années passées rue de Rivoli ont modelée. Il était temps pour lui ! En son absence, les réformes indispensables avaient enfin pu être entreprises : adaptation de l'économie française au commerce extérieur, mise au point de la politique agricole commune, abrogation du contrôle des changes et enfin réforme fiscale d'ensemble notamment en matière de T.V.A. Gardien orthodoxe de l'inquisition fiscale, de la dictature de l'Etat sur les collectivités locales, M. Giscard ne pouvait admettre l'extension de la participation à toute la France. L'institution de l'intéressement en 1967 l'avait déjà alarmé. Cela ne pouvait plus durer, une France sociale et décentralisée, ce n'est pas convenable.

En vérité, M. Giscard incarne parfaitement l'intégralité du passif de la V^e République. Il est un intégriste de la technocratie, malgré des dehors soi-disant libéraux. Sous sa domination, le ministère des Finances a servi d'instrument à la mise en condition des Français en faveur de Giscard. A quoi riment donc ses palinodies ? L'homme du Plan de stabilisation devenu dix ans après le champion mondial de l'inflation, l'homme du budget en équilibre recourant systématiquement à l'emprunt pour financer les équipements collectifs, l'homme des parités monétaires fixes se transformant en expert du

servation des fruits de la croissance à une caste de privilégiés. Extension de la dictature technocratique de l'Etat. Création de l'environnement légal favorable à toutes les spéculations, à tous les trafics. Voilà bien le bilan de M. Giscard.

Mais il peut encore faire mieux demain au poste suprême, garanti par la confiance et l'aide de Wall Street. Refuge de tous les possédants mal à l'aise, candidat de l'argent, des castes sociales, du riche contre le pauvre, du parvenu contre le malchanceux, du calculateur contre l'honnête homme, M. Giscard ne manque pas de soutiens. Qu'il soit ici assuré de ne jamais recevoir le nôtre.

Si vous êtes pour :

- 1) l'avortement libre, discret et bourgeois, censitaire et honorable ;
- 2) l'accroissement de la richesse des plus riches par prélèvement sur le revenu des plus pauvres ;
- 3) la division de la France entre le bloc du capital et le bloc du travail ;
- 4) la technocratie comme système de Gouvernement ;
- 5) la réservation des loisirs, des spectacles, de la culture à ceux qui peuvent payer ;
- 6) la reconnaissance légale du droit à la spéculation sous toutes ses formes ;
- 7) la création d'économies par la suppression des indemnités aux rapatriés et le renvoi des harkis en Afrique du Nord ;
- 8) le maintien du profit de quelques-uns par l'exploitation systématique de la main-d'oeuvre étrangère ;
- 9) une nécessaire centralisation de toutes les activités politiques, administratives et économiques dangereusement menacée par la renaissance des libertés locales et professionnelles ;
- 10) pour l'inquisition fiscale érigée en raison d'Etat.

Alors, vous avez choisi votre candidat : vous voterez pour Giscard.

nos lecteurs réagissent

« Votre candidature sera l'événement le plus important de cette campagne présidentielle. »

G. G. - Paris

« Bravo, mille fois bravo à la candidature aussi inattendue qu'inespérée de Bertrand Renouvin. »

B de F - La Rochelle.

« C'est en entendant ce soir, au journal T.V., la candidature de Bertrand Renouvin que je me suis décidé à vous écrire pour vous demander une demande d'adhésion. »

M. D. - Nord.

« Veuillez trouver ci-joint un chèque de 100 F pour ma contribution aux frais de la campagne. »

F. G. - Troyes.

« Je vous félicite pour votre intervention à la T.V. Vous avez dit là ce que nous n'avons plus l'habitude d'entendre. »

M. C. - Paris.

« Je regrette d'être à l'armée !!! Je ne puis militer comme je le voudrais en une période si propice ; et puis ma contribution financière, vu mon salaire mensuel, sera modeste, certes... mais généreuse puisqu'elle s'élève à la quasi-totalité de mon traitement. »

B. M. - Caluire.

« Félicitations à Bertrand Renouvin et à la N.A.F. pour l'intelligence et le courage dont ils ont fait preuve en saisissant ce moyen unique et inespéré qu'est la « présidentielle » pour toucher cinquante millions de Français. »

J.-F. L. - Carrières-sur-Seine.

questions à un candidat

Des journalistes posent un certain nombre de questions à Bertrand Renouvin, candidat aux élections présidentielles.

Pendant 45 minutes, une discussion passionnante sur les événements qui animent la vie quotidienne des Français. Crise de l'Etat, crise de société, menaces sur la Nation tel est le bilan que dresse Bertrand Renouvin. Il montre ensuite comment la France peut sortir de l'impasse, et comment l'institution royale concrétise nos espérances.

Une cassette de 45 minutes, prix franco de port : 30 F.

I.P.N. diffusion - B.P. 558-75026 Paris cédex 01 - C.C.P. I.P.N. La Source 33-537-41.

I.P.N. diffusion

monarchie et classe ouvrière

Puisant dans les leçons de l'histoire, Maurras affirme la réalité des classes sociales et de leurs luttes aux XIX^e et XX^e siècles. Mais il s'oppose au matérialisme historique: cette lutte n'est pas le moteur de l'histoire, elle est le pur produit d'une institution politique, la démocratie libérale et égalitaire.

Le **démocratisme**, au nom d'une liberté de principe, a détruit les libertés réelles des travailleurs. La République, au nom de l'égalité, a créé les conditions de l'oppression de la classe ouvrière: comme s'il y avait égalité entre un employeur disposant de larges moyens financiers et d'une réserve de main-d'œuvre, et un employé pressé par la nécessité impérieuse de subsister!

Le groupement des travailleurs en classe est un fait imposé par les structures politiques et économiques, un réflexe de défense par l'union contre la législation qui tend à atomiser et isoler les ouvriers.

Il n'y aura jamais de réforme sociale viable et juste si l'on n'affirme pas qu'au-delà de la classe existent des communautés plus larges et plus fortes, celles des intérêts de **l'entreprise** où siègent les vraies solidarités.

LA MONARCHIE, CONDITION DE TOUTE REFORME SOCIALE

La première réaction d'un syndicaliste devant ce dépassement de la lutte serait de crier à la trahison: il ne peut y avoir association ni collaboration. Les intérêts des ouvriers sont liés à une lutte sans merci.

Il est vrai que l'imbrication économico-politique, à la fois nationale, inter et «a-nationale», fait douter d'une entente possible entre le capitalisme tyran et les travailleurs.

Seul un pouvoir central absolument indépendant des capitalistes, appuyé sur une classe ouvrière fortement organisée, pourra faire valoir une politique de justice sociale. Il est intéressant de noter les réserves de nombreuses organisations de «gauche» face à Mitterrand. Arlette Laguiller appuie ainsi notre analyse: les institutions défectueuses paralyseront toujours la meilleure bonne volonté du monde. De droite ou de gauche, un gouvernement démocrate reste sous la coupe de la grande finance. C'est pour éviter cela que nous sommes royalistes.

Bien plus, on accuse un prolétaire de trahir sa classe s'il accepte le jeu politique des «braves gens»: cette politique étant dirigée par des bourgeois, il est contraint d'accepter des idées peu favorables à sa classe. Pour nous, royalistes, le révolutionnaire qui rend hommage au Roi ne renie rien de ses origines, de ses liens avec ses

frères de classe. Il demeure dans sa classe, dans son métier et peut continuer la lutte avec les hommes de sa condition. Comme disait Georges Valois dès 1907, «le Roi n'est ni une classe, ni un parti. Il est au-dessus des classes et ne connaît pas les partis. Il est l'arbitre souverain des conflits sociaux. Lorsque nous allons à lui, si nous le saluons comme la vivante incarnation de l'intérêt national, de l'intérêt de la civilisation, nous le saluons aussi comme le haut ouvrier de notre salut de prolétaires, celui qui donnera à l'organisation de nos républiques ouvrières une assise inébranlable.» (1)

La monarchie peut seule, par son indépendance, promouvoir une politique de justice sociale où la classe ouvrière organisée fera entendre sa voix. Et par sa continuité, la monarchie peut entreprendre ce qu'aucun parti républicain n'osera: une politique de réformes fondamentales étendue sur plusieurs générations.

AU GRAND TOURNANT POST-INDUSTRIEL

Il ne s'agit pas d'opposer une classe à une autre mais de composer les intérêts en permettant à tous de s'exprimer. La monarchie est la condition de «l'égalité des chances».

Les études de Bertrand Renouvin sur les classes sociales ont rendu plus sensibles et actuelles les grandes intuitions de Maurras. Ce que Marx n'avait pas très bien défini, les Lénine et les Gramsci l'ont développé: au schématisme des classes en lutte (bourgeoisie-prolétariat), on oppose la notion de «bloc historique» où se côtoient les éléments de diverses classes à la fois. Garaudy applique ce schéma pour situer la lutte de classes dans la réalité économique actuelle, souvent hautement spécialisée.

La vision de Maurras, parce qu'elle n'est pas «systématique», est bien plus moderne et dynamique: la hiérarchie des classes ne doit pas être fixe (pas plus qu'à l'intérieur des classes) mais doit refléter les services qu'elles rendent à la société. Il y a des classes montantes, des classes mortes, des éléments décadents dans toute classe, et toute classe dispose d'une élite.

Le rôle d'un pouvoir politique juste serait donc d'associer au travail de l'Etat les compétences dynamiques de chaque classe de la société. Alors que le démocrate, aux mains d'une bourgeoisie (non plus capitaliste mais technocratique) maintient en tutelle la classe ouvrière, la monarchie, pouvoir indépendant, **accoucherait** les forces sociales montantes. Il n'y a pas de rupture entre l'utilisation de la noblesse par le Roi jusqu'au XV^e siècle, celle de la bourgeoisie au temps des Colbert et la promotion de la nouvelle aristocratie ouvrière aujourd'hui: «**cette classe fait plus**

qu'elle ne reçoit, elle donne plus qu'on ne lui rend; il faut donc qu'elle grandisse en profits et en dignité comme grandirent avant elle, à la mesure de leur utilité croissante, les classes qui créèrent autrefois notre Tiers-Etat. Il ne s'agit donc pas d'absorber l'aristocratie ouvrière dans une classe préexistante, mais d'en reconnaître la nouveauté et la légitimité au profit non des hommes et des confréries de partis ou des fonctionnaires des centrales syndicales, mais à leur profit à eux, eux travailleurs évolués, eux ouvriers privilégiés.» (2)

Or qui d'autre que les intéressés eux-mêmes pourraient parler avec compétence de l'avenir de leur condition au tournant économique et social que nous vivons? Avant de construire la «nouvelle société» de Chaban-Delmas, il faut donc mettre en place d'autres institutions: celles qui permettront, dans l'entreprise, de penser une réforme de structure grâce à une information des travailleurs (état de l'entreprise, son rôle dans l'économie, les possibilités de réformes); qui permettront l'éclosion d'un syndicalisme maintenu dans ses droits, accru dans ses prérogatives, conçu non plus comme interlocuteur ennemi de l'Etat ou du patron, mais comme moyen de participer à la vie publique, en citoyen, par le biais du travail (ce qui est lié au problème de la décentralisation pour éviter un syndicalisme d'Etat, stalinien ou fasciste); qui permettront enfin à l'Etat d'être le fonctionnaire de la nation tout entière, sans acception de droite ou de gauche, de personnes ou de classes.

«**Au moment où il faut réaliser, écrit le comte de Paris, la plus grande et la plus rapide mutation de notre histoire qui bouleversera, qu'on le veuille ou non, nos structures sociales et modifiera radicalement les conditions de vie de chacun, tous les Français doivent être conviés à réaliser en commun cette immense entreprise... Si les mots ont un sens, la politique d'ouverture et de contrats de progrès ne saurait avoir de meilleure application, il est même évident qu'elle ne pourrait avoir que celle-là; elle ne peut consister, en tout cas, à exclure de l'effort national près d'un quart des Français sous le couvert de l'anticommunisme: il n'est pas possible que l'anticommunisme soit l'alpha et l'oméga de la politique intérieure de la France.» (3)**

LES GRANDES OPTIONS

Devant le «travail en miettes», la tâche mécanique et répétée à l'infini dans la méconnaissance de l'ensemble de l'opération, devant l'ennui et l'abrutissement, devant la fatigue occasionnée par les horaires, les cadences, les bruits, les maladies, devant les loisirs réduits à reprendre la force nécessaire pour retourner au

«boulot»... bien des tentatives sont faites et des idées lancées.

Le mot d'**autogestion** a fait fortune. Cette option sera-t-elle prise? Mais ce serait oublier de relier le problème de l'entreprise à ceux des divers échelons de toute la nation. Pour nous, la **sociogestion** représente ce dessein de ne pas prôner l'autogestion «en soi», mais de la relier à la décentralisation généralisée (c'est-à-dire à la redistribution des pouvoirs que les belles paroles de Mitterrand ne pourront traduire en actes), coordonnée par la planification nationale d'une nouvelle économie de marché, et liée au transfert des moyens de production à des instances collectives décentralisées. La sociogestion, c'est le problème de l'emploi, mais aussi de la qualification, des loisirs et de l'éducation.

Seul un Etat indépendant et assuré de la continuité pourra faire aboutir ces projets de longue haleine.

L'option que la France devra étudier concerne les travailleurs immigrés vivant en concentration, souvent illettrés, à faible pouvoir d'achat, gênés par l'ignorance de la langue française, peu exigeants sur le respect de leurs droits, exploités par les «marchands de sommeil» ou bien vivant misérablement avec leur famille.

Une politique de l'immigration ne se pose pas en termes de rejet ou d'assimilation, mais en termes d'ouverture d'esprit et de protection juridique, attaquant d'abord les graves questions du logement et de la scolarisation des enfants, de la formation professionnelle des adultes et des droits syndicaux. Le problème n'est pas de restreindre les entrées mais de créer les conditions pour les tolérer: l'accueil ne doit plus être fonction des besoins industriels mais des possibilités d'absorption de la société.

Seule la monarchie, libre des pressions idéologiques et financières, pourra faire une telle politique d'équilibre.

C'est aussi la monarchie qui pourra affronter, en s'assurant la collaboration d'autres nations (sans pour autant renoncer à sa souveraineté), le redoutable problème de la croissance qui intéresse tous les travailleurs et tous les Français.

L'Etat royal, indépendant et stable, est seul en mesure, puisqu'il rend aux Français leurs pouvoirs réels d'expression et de décision au niveau de leurs compétences, de faire collaborer toutes les énergies de la nation au projet de civilisation qu'il faudra bien réaliser. De quelque façon qu'on le conçoive, le salut des classes ouvrières est lié à la restauration de l'Etat par la monarchie.

Philippe VIMEUX

(1) La Révolution sociale ou le Roi.

(2) Soliloque du Prisonnier - Charles Maurras.

(3) Le Monde, 25 août 1970.

danger europe !

Jour après jour à la télévision, à la radio, dans les réunions publiques, chaque programme électoral déroule son tapis de promesses devant l'électeur. Mais la vie quotidienne des Français n'en est pas changée pour autant. Et au travers même de la grande rumeur des bonnes intentions, quelques informations éparses, quelques notes discordantes parviennent à percer et rappellent à propos quels problèmes attendent le nouveau Président.

L'accélération de l'inflation — 1,2 % pour le mois de mars —, le fléchissement de l'activité dans un secteur-clé comme celui de l'automobile, la dégradation continue de notre balance commerciale, la faiblesse accusée de notre monnaie par rapport aux devises étrangères, atteignent les Français très directement dans le présent et s'annoncent lourds de menaces à venir. Un avenir que M. Herman Kahn décrivait en termes dithyrambiques dans son livre « L'Envol de la France », paru durant les législatives de 1973, prévoyant pour notre pays richesse et puissance grâce à une analyse scienti-

fiquement fort contestable. Un rapport officiel de la DATAR remet aujourd'hui en question ces prévisions dénuées de rigueur et de fondement. Non ! La France ne dépassera pas l'Allemagne en 1985. Ses industries de pointe, la qualité de ses scientifiques ne lui permettront pas d'accéder au rang de première puissance économique européenne. Les rumeurs actuelles sur une réévaluation éventuelle du deutschmark renforcent cette conclusion : faute de riposte soigneusement élaborée et poursuivie dans le temps, notre pays, au terme des dix prochaines années, sera définitivement intégré à la « zone mark ».

Les conséquences, d'abord purement économiques et monétaires, d'une telle emprise se révéleront rapidement politiques par le même processus qui depuis le Plan Marshall renforce l'emprise de structure des Etats-Unis sur les pays européens.

Quelle que soit l'étiquette que chaque candidat colle sur son « programme européen », « Europe des Trusts », « Europe socialiste », « Europe des Travailleurs », « Europe des états », ou « Europe des

Ethnies », les faits auront raison de toutes les idéologies. L'Europe révèlera sous peu son vrai visage, celui d'un IV^e Reich d'autant plus conquérant et impérialiste que les armes qu'il utilise sont purement économiques.

En Allemagne on se lance aujourd'hui dans une vaste politique d'investissements étrangers. L'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine en savent quelque chose et il y a peu le quotidien « Herald Tribune » n'hésitait pas à analyser ce problème, en première page, sous le titre évocateur « Deutschland Uber Alsace » ! Notre pays, sans Etat digne de ce nom, sans projet politique, est plus que jamais la proie des investissements étrangers tels récemment l'Espagne dans le Roussillon ou la Suède par l'intermédiaire de la firme Electrolux.

Encouragés par l'« Etat Rivoli », comme dit joliment l'U.J.P. (qui s'aperçoit bien tardivement de cet état de fait), ces investissements étrangers menacent l'indépendance économique de la France et la sécurité des travailleurs.

P. D'A.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)